

RELATIONS AFRIQUE- OCCIDENT. : ANALYSE DU DISCOURS PRESIDENTIEL DANS LES RELATIONS NORD- SUD EN AFRIQUE FRANCOPHONE : LE CAS DES SORTIES MEDIATIQUES DU PRESIDENT BIYA

Dr. Sara ENDENGELE MPELE
UNIVERSITE DE DSCHANG (CAMEROUN)

ABSTRACT: After the difficult acquisition of internal autonomy against the colonial forces and economical cultural and human damages suffered, many African young states continue to be under the control of occidental states. With globalization, some other emergent free states who courageously stood out with a new ideology (China, India, Brazil), will inspire many African leaders think about their situation. Among these leaders who denounce slavery cooperation between the underdeveloped countries and occident, Paul BIYA will distinguish himself. Considered as an elder and one of the oldest Head of state still in action, the Cameroonian Head of state has been nominated by his peers as spokesman many times at the occasion of several encounters between African countries and occidental leaders. During those official out comings, the Cameroonian president does not miss the opportunity to denounce the imperialist cooperation trends still governing cooperation between Africa and occident, the violation of African leader's rights and autonomy, the destruction of landscape and the pollution of environment. That is the summary of the present argumentation whose analysis focuses on the content of some interviews of the Cameroonian Head of state, at the occasion of some international official visits in Cameroon or abroad. The analysis is done in the prism of the revolutionary intellectual¹ and the behavioral paradigms.

KEYWORDS: Africa-Occident cooperation, presidential communication, Francophone Africa

1. INTRODUCTION GENERALE

Les jeunes pays africains accèdent à l'autonomie interne au prix d'une lutte âpre contre le colonisateur. Dans l'Afrique francophone et dans une grande partie de l'Afrique britannique, ces indépendances de drapeaux² surviennent dans les années 1960. En dehors des multiples traumatismes subis ou endurés aux plans psychologique, économique et culturel, les jeunes Etats demeurent sous le joug des anciennes puissances métropolitaines qui ont pris le temps au préalable de positionner leurs fidèles remplaçants, afin de préserver leurs intérêts au nom du pacte colonial. Les « nouvelles bourgeoisies africaines »³ sont donc dirigées par des « blancs de remplacement » qui n'ont pas totalement les mains libres. De fait, de nombreux leaders africains, toujours sous la coupole de la métropole sont contraints de signer des accords aux plans économique et politiques pour continuer à bénéficier aux plans militaire et économique de la protection de la « mère patrie ». Dans la même perspective, pour faire allégeance au vieux continent, des accords bilatéraux sont signés dans les intérêts « bien compris » entre les Etats occidentaux et les anciennes colonies. Il ne s'agit là que d'une nouvelle forme d'impérialisme que les pays de la périphérie vont continuer d'entretenir au forceps avec la métropole⁴. L'on parlera des bases d'un néocolonialisme voilé⁵ qui astreint les pays Africains à vivre sous une forme de dépendance des puissances étrangères occidentales⁶. Fanon va parler, sur un ton enrobé d'ironie, des nouvelles

¹ Ibid

² Mbembe, Achille, *De la postcolonie : essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Khartala, 2000, P.65.

³ Fanon Frantz, *Les damnées de la terre*, Paris, Maspero, 1968, P. 43.

⁴ Abbel Blaise et van Denn, (2013), *Le modèle centre périphérie*, Bruxelles Geodutienne, 2013, P. 23.

⁵ Césaire, Aimé, (1955), *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 1955, P. 9

⁶ Fanon Frantz, *Les damnées de la terre*, Paris, Maspero, 1968, P. 43.

bourgeoisies africaines aux leaders, obnubilés par le complexe d'infériorité au plan culturel mais sans véritable étoffe au plan politique et décisionnel, parce qu'affaiblis. De fait, les relations Nord- Sud se lisent à travers la coopération multilatérale que les pays africains entretiennent avec les Etats occidentaux depuis quelques décennies. La nature et la qualité de ces relations Nord-Sud se décryptent également à travers des discours et déclarations des chefs d'Etat à l'occasion des visites officielles qu'ils effectuent au sein du continent et à l'extérieur de leur pays. Ces sorties, abondamment relayées par les médias tant au niveau national qu'international, permettent ainsi à plusieurs leaders africains de se construire une image voire une identité dans le landerneau politique international et au sein de l'opinion. C'est le cas du chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, qui, de par son âge et sa longévité au pouvoir en Afrique, est aujourd'hui considéré par ses pairs comme le doyen des dirigeants africains. En effet, le chef d'Etat Camerounais est arrivé à la magistrature suprême en Novembre 1982. Il a souvent été fait porte-parole par ses pairs africains à l'occasion des grandes rencontres entre les chefs d'Etat africains et ceux du Nord. Le présent argumentaire essaye d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes : quelle est globalement l'état des lieux des rapports entre les Etats Africains et les pays du Nord à l'aune du développement ? De quelle manière les sorties médiatiques du Président Camerounais s'inscrivent-elles dans une logique révolutionnaire, à la fois pour la légitimation de sa longévité au pouvoir, les questions de démocratie, des droits et libertés humaines et la défense des intérêts des pays du sud en général ? Il ressort que les sorties médiatiques du chef de l'Etat camerounais dans le cadre des relations Nord-Sud mettent en exergue à travers ses interviews et ses déclarations, un leader politique engagé et révolutionnaire, et fervent défenseur déclaré des intérêts des Etats du sud. Au plan méthodologique, ce décryptage de la communication de l'homme d'Etat camerounais se fait à partir d'un corpus constitué essentiellement des extraits de quelques discours et interviews lors des sorties internationales. Cette analyse de contenu se fait au prisme de la théorie du behaviorisme politique et celle de l'approche sociologique de l'intellectuel révolutionnaire (Marx, Ziegler, Bourdieu) et l'approche méthodologique historique. Le présent article se structure en trois grandes sous parties. La première sous partie présente en quelques traits, l'état des lieux des rapports entre Etats africains et ceux du Nord depuis les indépendances jusqu'à nos jours. La seconde sous partie revisite lesdits rapports à l'aune de l'impérialisme des temps modernes ou du néocolonialisme et la position du chef de l'Etat camerounais. Quant à la dernière sous partie, elle fait une analyse de contenu de la radicalisation du discours présidentiel camerounais, à l'aune de l'alternance au pouvoir et du développement des Etats.

I- ETAT DES LIEUX DANS LES ETATS AFRICAINS AU LENDEMAIN DES INDEPENDANCES.

Les jeunes Etats africains, au lendemain de leur autonomie interne acquise de haute lutte, sont toujours considérés comme des entités politiquement, économiquement et même culturellement sous la dépendance de l'occident. Au plan politique, les puissances coloniales qui y ont installés leurs remplaçants⁷ pour mieux gérer et veiller sur les intérêts de la métropole gardent un droit de regard sur la direction des anciennes colonies d'hier. Au plan économique, les jeunes Etats ne disposent pas encore d'un appareil économique stable, d'autant plus que l'exploitation des ressources naturelles reste sous le contrôle du colonisateur. Le cas de l'Afrique francophone peut être évoqué à cet effet, avec un cas pratique celui des pays de l'actuelle zone CEMAC.

1- La France et la politique clientéliste développée dans la zone CEMAC au nom des intérêts pétroliers

La politique française imposée aux Etats de l'Afrique centrale (L'ancienne UDEAC devenue la CEMAC) date à l'époque des lendemains des indépendances. En effet, c'est sous Charles De Gaulle que cette politique d'exploitation des ressources énergétiques (le pétrole en l'occurrence) va prendre corps. Sorti très affaibli de la deuxième guerre mondiale, le général De Gaulle, va s'appuyer sur ses anciennes colonies et territoires de l'Afrique centrale pour reconstruire la politique énergétique française et occuper une position stratégique en Europe en la matière. Il s'agit en réalité à l'époque, de capitaliser les ressources énergétiques des anciennes colonies pour le développement économique, le redéploiement économique de la France et son rayonnement dans le monde, tout en contournant l'hégémonie des grandes puissances comme les USA et l'ex URSS. Afin de sauvegarder ses intérêts, la France va imposer et implémenter une politique néopatrimonialiste via les premiers dirigeants ou leaders africains qui pouvaient sauvegarder les intérêts de la « Mère-patrie ». En effet, « *Cette nouvelle approche consistait à copier dans toutes les colonies les élites qui seront plus réceptives à la politique de Paris et qui auront pour rôle de protéger les intérêts de la Métropole* »⁸. Les présidents Ahmadou Ahidjo, Fulbert Youlou, Tombalbaye, Léon Mba, sont des leaders sur lesquels s'appuie la France pour implémenter cette politique d'exploitation des Jeunes Etats d'Afrique centrale⁹ . L'accord de coopération conclu avec le

⁷ Fanon Frantz, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1968, P. 23.

⁸ Boujieka, Jacques, « La concurrence pour l'exploitation du pétrole en amont dans la CEMAC » in *Batibonak, Indépendances inachevées en Afrique*, Yaoundé, Editions mon ange, 2019, P. 13.

⁹ Bayart, Jean François, (1989), *l'Etat en Afrique la politique du centre*, Paris, Fayard, 1989, P. 21.

Gabon fait de ce jeune Etat, tout un réservoir de ravitaillement de la France¹⁰. Ces accords ne laissent aucun choix aux anciennes colonies qui doivent mettre au courant la France de la moindre information sur l'exploitation des gisements de pétrole. La recolonisation des Etats de la CEMAC à travers des gisements de pétrole et d'autres ressources amène la France à maintenir un droit de regard sur la manne pétrolière et à réservier quelques priviléges (à travers des rétros commissions) aux dirigeants assidus et fidèles à la France métropolitaine. Quant aux dirigeants qui veulent tenir tête à la France, ils sont tout simplement renversés du pouvoir. « *En ce qui concerne l'ordre français pétrolier français par la terreur en Afrique centrale, il consistait tout simplement à renverser les dirigeants qui voulaient sortir de l'axe bilatéral, tracé et maintenu par paris* »¹¹. En effet, la France use de cette politique néopatrimonialiste pour semer la terreur au sein de nombreux Etats de l'actuel CEMAC. Au Congo Brazzaville, la France va précipiter la chute du président Pascal Lissouba, qui voulait sauvegarder les intérêts pétroliers nationaux au détriment de l'axe Paris- Brazzaville

2. LA CRISE ECONOMIQUE ET SES EFFETS SUR LES ECONOMIES AFRICAINES/ LES ETATS AFRICAINS.

Dans les années 1973 qui marquent la crise pétrolière au plan mondial (sur la scène internationale) et d'autres chutes des cours mondiaux au plan international dans le marché mondial vont donner des arguments supplémentaires aux Etats capitalistes, pour imposer leur diktat au monde entier parmi nous au rang desquels les Etats africains affaiblis et presque dos au mur. De fait

Avec des économies sinistrées, les jeunes Etats africains frappés de plein Fouet par la récession économique se verront bien obligés de recourir à L'aide des structures financières capitalistes, usuriers des temps modernes, qui leur proposent des fonds pour relancer leurs différentes économies¹² .

Les nouveaux maîtres du monde¹³, à travers la banque mondiale, le FMI, le Club de Paris ou de Londres, ne sont que des forces motivées par la quête et la préservation des intérêts capitalistes. L'objectif final étant pour ces grandes puissances qui contrôlent les flux monétaires, d'accumuler des capitaux sur le dos des Etats du Sud¹⁴. De nombreuses réformes imposées aux pays Africains accompagnent cette philosophie impérialiste. L'on évoque d'abord, entre autres, l'imposition de l'alternance au sommet des Etats africains, adossée à la bonne gouvernance et aux respects des droits et libertés publiques. Ensuite, il y a l'obligation pour ces Etats faibles à privatiser les grandes sociétés publiques ou parapubliques. Enfin, l'application du principe de transnationalisation qui invite les Etats africains (sociétés du sud) à l'ouverture de leurs territoires et marchés aux grandes firmes internationales (multi nationales)

Avant la récession économique qui frappe les Etats africains dans l'intervalle des années 1980, nombreux de ces Etats, même s'ils ne présentent pas une santé économique reluisante, tiennent le bon bout et se résignent à faire recours à l'aide financière des Structures financières internationales. C'est dans cette mouvance que le Président Biya affirme en 1987 pendant l'une de ses sorties officielles que « le Cameroun n'ira pas au FMI »¹⁵. Comme la plupart des jeunes Etats indépendants, le président Camerounais qui a également indiqué que le « Cameroun n'est la chasse gardée de personne »¹⁶, compte à l'époque sur la diversification des relations au plan bilatéral avec les autres grands Etats occidentaux, par-delà ses rapports historiques avec la France métropolitaine. Mais, l'application et le respect des principes démocratiques vantés par les puissances occidentales dans les années 1990 sont brandis sur la scène internationale par les grandes puissances impérialistes (au rang desquels la France) comme une nouvelle conditionnalité de soutien ou d'appui aux anciennes colonies d'hier. Le fameux discours tenu à la Baule, le 29 juin 1990, au sommet France Afrique par le président Mitterrand, raisonne à cet effet, comme un nouveau diktat contre les « ennemis » de la démocratie et de la nouvelle idéologie impérialiste au sein des sociétés africaines.

¹⁰ Péan, P, La « francafrique » Editions. Jeune Afrique, PASC, 1983, P.08.

¹¹ Boujieka, Jacques, « La concurrence pour l'exploitation du pétrole en amont dans la CEMAC » in *Batibonak, Indépendances inachevées en Afrique*, Yaoundé, Editions mon ange, 2019, P. 81 ;

¹² Ibid ;

¹³ Ziegler, Jean, *Retournez les fusils, manuel de sociologie d'opposition*, Paris, POUF, 1987, P. 120. ;

¹⁴ Samir Amin et Gozalez Pablo, *Mondialisation et accumulation*, Ed. Unesco, 2003, P.57.

¹⁵ <http://www.lebledparle.com>, 28/08/2024 ;

¹⁶ Ibid

3. LA TENTATIVE DE PAUL BIYA DE S'AFFRANCHIR DU FMI

Le Chef de l'Etat du Cameroun le nommé Paul Biya a essayé de s'en passer du Fond Monétaire International. Mais c'était en vain.

1- De la personne de Paul Biya en quelques traits

Au plan constitutionnel, le président Paul Biya est le second chef d'Etat du Cameroun, après le président Ahidjo et André Marie Mbida, (Premier Ministre et tout premier chef de la république autonome (1957). Biya accède au pouvoir le 06 Novembre 1982. Avant d'hériter du fauteuil présidentiel, il a occupé les fonctions de premier Ministre sous le président Ahidjo depuis 1975. Le président Biya est considéré à ce jour comme l'un des doyens des chefs d'Etat en Afrique noire, de par sa longévité au pouvoir. De nombreux chefs d'Etat africains le consultent régulièrement en sa qualité de « grand sage ». Lors des grandes rencontres internationales entre les Etats africains et les pays occidentaux, malgré les critiques portées contre lui au plan national pour son absence prolongée aux sommets internationaux depuis 2014, le président Biya s'est souvent vu attribuer le rôle de « porte-voix » du continent africain par ses pairs. C'est dans cette perspective qu'il convient de faire une analyse de contenu de ses discours sur la scène internationale.

2- Un ton peu amical vis à vis du FMI

Après 1985, alors que le Cameroun à l'image des autres pays africains frappés de plein fouet par la crise économique est dos au mur. Des rumeurs font état d'une possibilité de recours au FMI. Le président Paul Biya intervient aussitôt dans une interview publiée en juin 1987 au quotidien Bilingue Cameroun tribune en soutenant que le « Cameroun n'ira pas au FMI »¹⁷. Ces propos du président camerounais ne tiendront pas longtemps, au vu des réalités du terrain. Le Cameroun prendra finalement le chemin du FMI qui placera le pays sous ajustement structurel (depuis bientôt 35 ans déjà). Commentant cette entrée du Cameroun au FMI le directeur général adjoint du Fonds, Mitsuhiro Furusawa, reconnaîtra et justifiera que « *le Cameroun a été durement frappé par la chute des prix du pétrole ainsi que par des facteurs d'insécurité* »¹⁸ liés aux attaques du groupe djihadiste nigérian Boko Haram dans le Nord du pays notamment. Il va poursuivre, en précisant que les effets contreproductifs de cette crise « ont affecté l'activité de la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC) »¹⁹.

II- LE DURCISSEMENT DE TON DU PRESIDENT BIYA SUR LA SCENE INTERNATIONALE.

Il s'agit ici de parcourir quelques extraits des discours de Paul Biya, notamment, premièrement, celui tenu lors de la visite officielle de Hollande au Cameroun, deuxièmement la déclaration tenue lors du sommet Afrique Etats unis en décembre 2022, troisièmement, l'interview accordée aux médias à l'occasion de la visite du président Emmanuel Macron, quatrièmement, la position prise au nom des Etats africains lors de l'anniversaire du débarquement pour la Normandie où les pays africains ont combattu aux côtés de la France pour sa libération. Mais l'analyse du contenu de ces extraits de discours du Président camerounais est précédée par un portrait en interne sur l'homme politique.

1- Président Biya vu en interne comme un Chef d'Etat « amorphe »

Le portrait dressé par une certaine opinion sur le président Camerounais en fait une personne au caractère amorphe et lent à réagir. En effet, depuis l'émergence de la pensée critique qui s'accompagne du multipartisme et du pluralisme médiatique au Cameroun dans les années 1990, le chef de l'Etat Camerounais, baptisé « L'homme Lion », à l'occasion des toutes premières élections présidentielles sous le pluralisme, a de ce fait, essuyé une avalanche de critiques des leaders de l'opposition de son pays. Tout est parti d'une question posée en 1987 au Palais des congrès par le célèbre journaliste camerounais Eric Chinje au sujet des actes de corruption qui gangrènent la gouvernance du pays : « M. le président, à quand les sanctions contre la corruption et les détournements de deniers publics dans la Fonction publique ? »²⁰. Contre toute attente, le Chef de l'Etat rétorque au journaliste « Ou sont les preuves ? »²¹. Cette réaction a soulevé une vive polémique au sein de l'opinion sur l'image du président camerounais. C'est 25 années plus tard que Paul Biya se ravise de ces déclarations qualifiées de « somnambules », en reconnaissant finalement que les pratiques de corruption dénoncées par l'opinion étaient réelles. Le Chef d'Etat Camerounais le reconnaît en ces termes :

¹⁷ Ibid

¹⁸ <http://www.horizon.documentation.ird.fr>, 03/04/2024 ;

¹⁹ Ibid

²⁰ <http://www.cameroon-info.net>, 03/04/2024 ;

²¹ Ibid

Il est clair, admet le président de la République au cours de son discours adressé aux Camerounais 31 décembre dernier, que les sommes importantes détournées auraient pu contribuer à l'amélioration de son sort [la population camerounaise, Ndrl] dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Combien d'écoles, de centres de santé, d'adductions d'eau aurait-on pu construire avec cet argent détourné²² !

Peu de temps après, la campagne de lutte contre les détournateurs de la fortune publique baptisée « Opération Epervier » ayant conduit à l'arrestation de plusieurs hauts commis de l'Etat, vont laisser une grande partie de l'opinion dans la confusion totale. De l'avis de plus d'un camerounais, il ne s'agirait là que d'un moyen subtil de défaire ses adversaires politiques au sein de son propre régime²³. Quoi qu'il en soit, Paul Biya est resté dans son propre pays, un chef d'Etat qui expose une image controversée. Pourtant, sa communication dans le cadre des relations internationales en fait tout un autre acteur. Certains analystes politiques le comparent, à cet effet, au sphinx, ce chat sauvage au comportement mystérieux.

2- Le durcissement de ton du président Biya sur la scène internationale

Plus de quatre décennies après les indépendances, les relations entre les Etats africains et certaines grandes puissances occidentales se conjuguent au prisme d'un capitalisme esclavagiste. Par-delà les discours officiels qui meublent les rencontres bilatérales, Il ne s'agit ni plus ni moins que des relations d'exploitation des temps modernes²⁴ qui confortent les Etats occidentaux dans leur philosophie impérialiste. Jusqu'ici, ces relations n'ont pas du tout évolué, parce que ceux qui tiennent les cordons de la bourse qui agissent dans le cadre de l'aide au développement et des subventions voilées, sont irréversiblement dans la logique d'une accumulation égoïste qui invite à la déconnexion. Dans de nombreux Etats africains, le désespoir est au comble.

Le impérialiste ou occidentaliste qui se caractérise par un droit de regard permanent sur le fonctionnement des Etats africains s'appuie très souvent et ce depuis la fin des indépendances sur une politique d'intimidation, de chantage et de diabolisation du système de gouvernance des dirigeants africains. Au plan communicationnel, des moyens sont mis en jeu par les puissances impérialistes pour exercer une pression permanente sur de nombreux chefs d'Etat africains. Comme gage des bonnes relations avec l'occident, certains aspects sont évoqués par les grandes puissances occidentales : la bonne gouvernance, l'alternance au sommet de l'Etat, le respect des droits de l'homme, le respect des accords de partenariat signés entre les Etats africains et ces Etats du Nord entre autres. Ces exigences sont brandies à tout vent par les puissances impérialistes au nom de « la communauté internationale ». Autant d'incongruités qui amènent le président Biya, doyen des chefs d'Etat du continent noir à prendre position.

► *Interventions aux sommets des Nations unies*

« Paul Biya n'a en effet assisté qu'à deux reprises à l'Assemblée générale annuelle tenue en septembre de chaque année, en 2016 et 2017 (...) le reste du temps il a préféré confier le soin à ses ministres des relations extérieures de s'exprimer à la tribune en son nom et en celui de son pays »²⁵. Souligne le journal magazine jeune Afrique dans les années 2020. Si cette absence aux sommets des nations unies à New York est souvent justifiée par le poids de l'âge du chef de l'Etat camerounais dont l'état de santé reste fragile, l'on ne peut pour autant nier le fait que Biya a souvent été très incisif dans ses discours à la Tribune des Nations Unies. Outre la destruction de la couche d'ozone provoquée par la pollution des industries occidentales qu'il n'a eu de cesse de dénoncer, le président camerounais ne rate pas l'occasion d'interpeller les pays du Nord à plus d'humanisme dans le conflit qui déchire le moyen orient depuis des décennies, mais également dans les relations que les pays africains entretiennent avec Etats riches et qui jusqu'à ce jour, restent gouvernés par des intérêts impérialistes.

► « Ne dure pas au pouvoir qui veux mais qui peut ».

Au cours de la visite d'Etat qu'il effectue au Cameroun le 3 juillet 2015, le Président de la République Française, François Hollande et son hôte camerounais, Paul Biya, vont répondre à certaines préoccupations des médias lors d'un échange qui suivra après leur tête-à-tête au Palais de l'Unité. En prenant la parole, Gérard Grizbec, journaliste à la chaîne de télévision France 2 il pose une question au président camerounais (Paul Biya) « Vous êtes au pouvoir depuis 1982, ce qui fait qu'aujourd'hui vous êtes un des présidents les plus anciens de la planète »²⁶.

²² Ibid

²³ Déclaration du fondateur et leader de « l'offre Orange » au cours de l'Emission, « Za presse » à Radio Tiemeni sinatou, le 12 Mai, 2017. (Rediffusion)

²⁴ Ziegler, Jean, *Retournez les fusils, manuel de sociologie d'opposition*, Paris, POUF, 1987, P. 85.

²⁵ <https://www.jeuneafrique.com>. 23/06/2024

²⁶ <https://www.Prc.cm> , 10/07/2024

Réponse du président Biya à l'homme de médias

Je commencerai par dire que ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut. Je ferai une deuxième observation. C'est que, je ne suis pas à la tête de l'Etat par la force. Je n'ai pas acquis le pouvoir de manière dictatoriale. J'ai toujours été élu par le peuple et en ce moment je suis en train de terminer un mandat qui m'a été donné par le peuple²⁷.

Cette réponse a soulevé à la fois un tôle de rires et une valse d'applaudissements de l'assistance. De fait, en analysant ces derniers évènements, une grande opinion comprendra que le président Camerounais ne cède pas facilement au chantage des Puissances occidentales impérialistes qui, très souvent, au nom de la démocratie, imposent aux chefs d'Etat Africains la stricte observance de l'alternance au pouvoir.

Le président camerounais va réitérer cette position lors de la rencontre avec le président Macron en 2024. Interpellé par Amélie Tulet de RFI, au sujet d'un autre mandat à la tête de l'Etat. « *Espérez-vous briguer un nouveau mandat en 2025 pour le compte du RDPC* » ?²⁸

Paul Biya répondra avec un zeste d'humour.

Comme vous le savez, le Cameroun est dirigé conformément à sa Constitution. D'après cette Constitution. Le mandat que je mène a une durée de 7 ans. Alors essayez de faire la soustraction, 7-4 ou 3, et vous saurez combien de temps il me restera à diriger le pays Mais autrement, ça sera su. Quand ce mandat arrivera à expiration, vous serez informés sur le point de savoir si je reste ou si je m'en vais au village²⁹,

► **Sommet Etats unis – Afrique de décembre 2022 et la dénonciation des rapports esclavagistes Nord-Sud.**
Le sommet Etats –Unis Afrique auquel sont conviés les chefs d'Etat africains en décembre 2022, donne une fois de plus au Chef de l'Etat camerounais l'occasion de se faire entendre au sujet des relations impérialistes entre les Etats d'Afrique noire et ceux du Nord. Dans sa prise de parole, le doyen des chefs d'Etat africains, en présence du président Américain Joe Biden, n'hésitera pas à interpeller les Pays du Nord à plus d'humanisme dans leurs relations avec les pays du Sud (dont ceux du continent africain) Paul Biya dénoncera cette nouvelle forme d'esclavagisme qui consiste pour les pays du Nord à conditionner l'aide au développement par la braderie des gisements miniers des pays africains. Il parlera notamment de « la mise en gage du sol et du sous-sol des pays Pauvres » contre l'aide au développement qui leur est promise.

► **Affaire de l'avocate française Lydienne Eyoum « la justice au Cameroun est totalement indépendante »**
Autre sujet ayant tenu en haleine une grande partie de l'opinion nationale et internationale, il s'agit de l'affaire de l'avocate franco camerounaise Lydienne Eyoum inculpée dans des pratiques de corruption par la justice camerounaise. A la question du journaliste français Pierre Boisselet de savoir : « *Monsieur Paul Biya est ce que vous envisageriez de faire un geste dans ce dossier ?* »³⁰, le président camerounais répond sous un ton libertin, sans fioritures :

Je tiens d'abord à souligner que la justice au Cameroun est totalement indépendante. Même s'il arrivait à l'exécutif de vouloir l'influencer, l'exécutif ne réussirait pas. C'est dire que j'ai assisté comme tout le monde à la sortie du verdict concernant cette personne. Je tiens à dire qu'elle n'était pas une activiste politique hostile au gouvernement. Je n'avais donc aucune raison de lui en vouloir. D'ailleurs beaucoup d'opposants ici vivent en liberté et débattent librement. Mais il se trouve que nous avons fait de la lutte contre la corruption une priorité. Et le cas que vous évoquez s'inscrit dans ce cadre. Je vais être bref. L'avocate en question avait été chargée de récupérer une somme de 2 milliards de F auprès d'une banque pour la déposer au Trésor. Au lieu de déposer les 2 milliards de F, elle n'a déposé qu'un milliard de F. Et c'est là-dessus que les services l'ont poursuivie. La justice a suivi son cours et la Cour suprême a pris une décision. Je verrai ce que je pourrai faire si tel est le souhait de l'intéressée et si la Constitution me donne les moyens de faire quelque chose, c'est de bon cœur que je le ferai le moment venu³¹.

A l'occasion de la célébration de l'anniversaire du débarquement en Normandie, (Mois de Août/Juin 2024) en France. « Libération de la France ou la France Libre », Paul Biya, au nom des chefs d'Etat africains rappelle à Emmanuel Macron que les Etats africains ont besoin de plus de considération, que la guerre en Ukraine est

²⁷ Ibid

²⁸ <https://www.rfi.fr> ,23/04/2024

²⁹ Ibid

³⁰ <https://www.prc.cm>. 23/04/2024

³¹ Ibid

inutile et que l'on ne doit plus compter sur les pays africains pour une éventuelle intervention comme ce fut le cas lors de la libération de la France métropolitaine, avant les indépendances.

Ces quelques extraits des déclarations de Paul Biya mettent en lumière la posture d'un Chef d'Etat engagé et au ton libertin, face à la pression des forces impérialistes de l'occident. Se faisant, le président de la République du Cameroun s'illustre en homme politique qui se met au vitriol d'une autre gouvernementalité³², qui certes n'apparaît pas une nouveauté dans le champ du pouvoir, mais dont il convient également, par-delà toute polémique, d'en saisir les traits. Celui que les médias et une grande partie de l'opinion ont baptisé « l'homme du 06 Novembre » avait lui-même déclaré à l'attention de l'opposition camerounaise que « la gesticulation n'est pas signe de vitalité »³³ ; une manière de prendre à contre-pied et de confondre ses adversaires dans le champ politique

4. CONCLUSION

Le président Biya, Chef d'Etat de la république du Cameroun peut être présenté comme un personnage complexe. S'il est vrai que l'homme politique, arrivé au pouvoir depuis le mois de novembre 1982 n'a pas toujours fait l'unanimité au sein de son propre pays, de par son système de gouvernance, objet d'une forte controverse, il reste qu'au plan international, il fait un effort de reconversion, à travers des prises de position qui militent pour la défense des intérêts des Etats du sud en général et ceux des Etats africains en particulier. A l'observation, il ressort que le président Camerounais ne jouit pas de la même audience à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire d'origine et de compétence. A l'image de plusieurs hommes d'Etat à l'audience mitigée, l'homme d'Etat incarne de ce fait l'image d'un homme à la fois populaire et impopulaire ; un personnage assez ambigu dans le champ socio politique et dont il convient de lire et décrypter le portrait avec beaucoup de délicatesse et de distance épistémologique. Ce qu'il convient de retenir, au-delà des appréciations et acceptations politiques comme politiciennes, c'est bel et bien la posture d'un homme politique dont l'engagement se conjugue sous un ton libéral et qui s'affirme dans ce même biotope au nom de ses pairs en un acteur engagé pour des questions de développement et le devenir des Etats du sud en général, et les Etats africains en particulier.

RÉFÉRENCES

► Ouvrages et articles

1. **Abbel Blaise et van Denn**, (2013), *Le modèle centre périphérie*, Bruxelles Geodutienne.
2. **Bayart, Jean François**, (1976), *L'Etat au Cameroun*, Paris, FNSP.
3. **Bayart, Jean François**, (1989), *l'Etat en Afrique la politique du centre*, Paris, Fayard.
4. **Bayart, Jean François**, (1997), *La criminalisation de l'Etat*, Bruxelles, Complexes.
5. **Berger Peter, et Luckmann Thomas**, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Klinksieck.
6. **Boujieka, Jacques**, (2019), « La concurrence pour l'exploitation du pétrole en amont dans la CEMAC » in Batibonak, Indépendances inachevées en Afrique, Yaoundé, Editions mon ange.
7. **Césaire, Aimé**, (1955), *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine.
8. **Ela, Jean Marc**, (1971), *La plume et la pioche*, Yaoundé, CLE.
9. **Ela, Jean Marc**, (1980), *Le cri de l'homme africain*, Paris, L'Harmattan.
10. **Fanon Frantz**, (1968), *Les damnées de la terre*, Paris, Maspero.
11. **Foucault**, (1975), *Surveiller et punir : la naissance de la prison*, Paris Gallimard.
12. **Marx, Karl**, (1987), *Les idées vivantes du marxisme*, Novosti
13. **Mbembe, Achille**, (1974), *Afriques indociles*, paris, Khartala
14. **Mbembe, Achille**, (2000), *De la postcolonie : essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Khartala.
15. **Motaze Akam, Melvin**, (2000), « Superstructure juridique et dérives du processus de démocratisation en Afrique noire », Cours de sociologie, Anthropologie politique, Université de Ngaoundéré.
16. **Péan, P**, (1983), La « francafrique » Editions ..Jeune Afrique, PASC
17. **Samir Amin et Gozalez Pablo**,(2003), *Mondialisation et accumulation*, Ed. Unesco.
18. **Ziegler Jean**, (2008), *La haine de l'occident*, Paris, Albin Michel.
19. **Ziegler, Jean**, (1987), *Retournez les fusils, manuel de sociologie d'opposition*, Paris, POUF.
20. ► Sources électroniques ;
 - <https://www.jeuneafrique.com>. 23/06/2024
 - 21. -<https://www.rfi.fr> ,23/04/2024
 - <https://www.prc.cm>. 23/04/2024 ;
 - <https://www.osidimbea.cm>. 22/06/2024

³²Foucault, (1975), *Surveiller et punir : la naissance de la prison*, Paris Gallimard, 1975, P. 35

³³ <https://www.osidimbea.cm>. 22/06/2024

22. -<https://www.Prc.cm> , 10/07/2024
23. -<http://www.lebledparle.com>, 28/08/2024
24. -<http://www.horizon.documentation.ird.fr>, 03/04/2024.
25. -<http://www.cameroon-info.net> ,03/04/2024